RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement

■ Séance du 28 Juin 2017

3871

■ Budget Eau – Approbation et affectation de la revalorisation de l'autorisation de programme pour le réservoir de Sausset Village – Commune de Sausset les Pins. Réduction de l'autorisation de programme pour la réhabilitation du réservoir Perier – Commune de Marseille.

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le système de distribution d'eau potable de la commune de Sausset les Pins présente une autonomie insuffisante, qui ne permet pas de garantir la continuité du service en cas de dysfonctionnement de la canalisation d'adduction issue de l'usine de production des Giraudets.

Les réserves dont dispose actuellement l'étage bas de distribution correspondent à une autonomie de 17 heures. L'objectif est de porter à terme cette autonomie à 24 heures.

Par ailleurs, les deux cuves de 500 m³ qui constituent le réservoir de « Sausset-Village » sont en très mauvais état et elles sont implantées à une cote altimétrique insuffisante pour garantir une pression correcte aux habitations situées à proximité.

Il est donc prévu d'abandonner à moyen terme les deux anciennes cuves et de construire un nouveau réservoir à une cote voisine de 65 m NGF.

Le futur ouvrage sera implanté sur la parcelle cadastrée AS 58 où une réservation a été inscrite au PLU sous le numéro 64 pour la construction d'un réservoir d'eau potable.

Par délibération PEDD 060-744/15/CC du 19 février 2015 une autorisation de programme a été créée en vue d'acquérir l'assiette foncière nécessaire au projet.

Cette autorisation de programme a permis d'acquérir la parcelle AS 58 mais l'accès au futur chantier nécessite de procéder à l'acquisition de 549 m² à détacher de la parcelle AS 39.

Le propriétaire de cette parcelle demande par ailleurs la suppression de la vidange du réservoir existant qui s'effectue actuellement dans son terrain.

Afin de financer cette acquisition et l'étude de déplacement de la vidange, il est nécessaire d'augmenter l'autorisation de programme 2015101200 de 120 000 € HT et de la porter à 420 000 € HT, soit 504 000 € TTC.

Cette augmentation est compensée par la diminution de l'autorisation de programme 2013105400 pour la réhabilitation du réservoir Perier d'un montant équivalent. Cette autorisation de programme dont le montant était fixé à 1 553 344 € HT est réduite à un montant de 1 433 344 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La Loi n°2014-58 du 27 janvier 2015 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération PEDD 060-744/15/CC du 19 février 2015 de Marseille Provence Métropole portant sur l’acquisition de parcelle pour le réservoir de Sausset-Village ;
- La délibération AGER 011-176/13/CC du 22 mars 2013 portant sur l’affectation d’autorisation de programme de l’opération pour la réhabilitation du réservoir Périer ;
- La délibération PEDD 043-726/15/CC du 19 février 2015 portant sur l’augmentation de l’autorisation de programme pour la réhabilitation du réservoir Périer.
- La délibération 15518 du 27 juin 2017 valant information du Conseil Territoire Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de revaloriser l'autorisation de programme 2015101200 portant sur l'acquisition de parcelle pour le réservoir de Sausset-Village sur la commune de Sausset les Pins ;
- Que ladite autorisation de programme doit être affectée.
- Que l'autorisation de programme pour la réhabilitation du réservoir Périer peut être réduite de 120 000 € HT.

Délibère**Article 1 :**

Est approuvée la revalorisation de l'autorisation de programme 2015101200, portant sur l'acquisition de parcelle pour le réservoir de Sausset-Village.

L'autorisation de programme passe de 300 000 € HT à 420 000 € HT.

Article 2 :

Est approuvée l'affectation de cette revalorisation de 120 000 € HT portant l'opération à 420 000 € HT.

Article 3 :

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F170 – nature 2154 et 2031, pour l'année 2017.

Article 4 :

Est approuvée la réduction de l'autorisation de programme 2013105400 pour la réhabilitation du réservoir Périer à Marseille.

L'autorisation de programme passe de 1 553 344 € HT à 1 433 344 € HT.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Pour enrôlement,
Le Vice-Président Délégué
Eau et Assainissement

Roland GIBERTI